

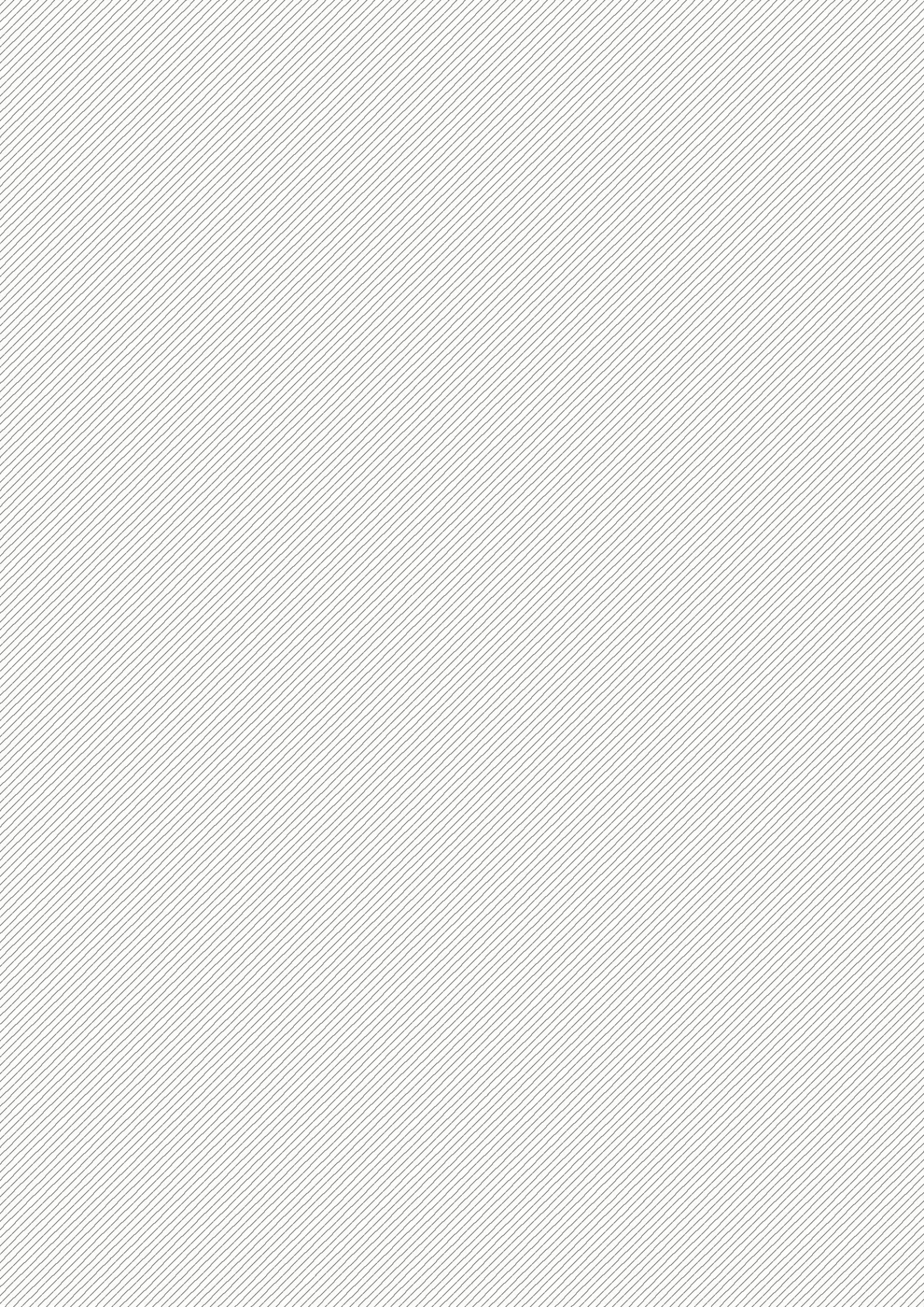
Janvier 2026

Jeunesse(s) et Ruralité(s)

Etat de l'art

Approche sociologique





SOMMAIRE

Sommaire	3
Avant-propos	6
Introduction : Jeunesse et ruralité, entre mobilités contraintes et attachements choisis	7
1. Les jeunes ruraux : de quoi parle-t-on ?	8
1.1. Définir la ruralité et la jeunesse : deux catégories mouvantes	8
1.2. Données démographiques : une jeunesse en recul relatif mais socialement diverse	9
1.3. Conditions de vie et inégalités socio-économiques	10
a) Éducation et formation	10
b) Emploi et insertion professionnelle	10
c) Accès aux services et conditions de vie	10
2. Mobilités, trajectoires et ancrages territoriaux des jeunes ruraux	12
2.1. Mobilité comme norme et injonction sociale	12
2.2. Partir : la mobilité comme condition d'émancipation	12
2.3. Rester : l'ancrage comme ressource et comme stigmaté	13
2.5. Attachement au territoire et capital spatial	13
3. Éducation, emploi et inégalités d'accès aux ressources : les conditions d'insertion des jeunes ruraux	15
3.1. Le poids des inégalités scolaires et territoriales	15
3.2. Le rapport à l'école : entre attachement et distance	16
3.3. L'accès à l'emploi : précarités et ajustements locaux	16
3.4. Genre, précarité et « petites mobilités »	18
3.5. Les politiques publiques : entre accompagnement et invisibilité	18
4. Sociabilités, identités et représentations des jeunes ruraux	20
4.1. Des sociabilités denses et localisées	20
4.2. Les sociabilités juvéniles à l'épreuve du genre	20
4.3. Les effets du numérique : entre ouverture et renforcement des frontières	21
4.4. Engagements et rapports au politique	21
Éléments conclusifs	23
Annexe 1 : Ruralité / ruralités : De quoi parle-t-on ?	24
Une visibilité statistique	24
Une visibilité géographique et sociologique	25
Bibliographie	26

Encadré – Pourquoi un état de l’art sur les jeunes ruraux ?

Réaliser un état des lieux des connaissances sur les jeunes en milieu rural permet de mieux comprendre ce que l’on sait déjà sur eux : les études existantes, les grandes idées utilisées pour les analyser et la façon dont ils sont généralement présentés dans la recherche.

Ce travail permet aussi de mieux faire apparaître des jeunesses qui ont longtemps été peu étudiées.

Cependant, cet exercice a des limites : il dépend des choix et du regard de la personne qui le réalise, et il ne reflète pas toute la diversité des situations locales ni les expériences concrètes des jeunes.

Même s’il ne suffit pas à lui seul pour comprendre toute la complexité des parcours des jeunes ruraux, il reste une étape importante. Il sert de point de départ pour poser le cadre, clarifier les enjeux et mieux comprendre les dynamiques sociales en jeu.

Avant-propos

Que signifie vivre et grandir en milieu rural pour un(e) jeune, aujourd'hui, en France ? A quoi ressemble son quotidien, et comment perçoit-il / elle sa place dans la société ? et surtout comment les jeunes ont été appréhendés par les sciences sociales ?

Avant les années 1990, les jeunes ruraux étaient moins étudiés par les sciences sociales que les jeunes urbains car associés à une vision traditionnelle de la ruralité (Coquard, 2015) selon laquelle il n'y aurait que des paysans en milieu rural. Depuis, les études sur les jeunes ruraux connaissent un regain d'intérêt et offrent une vision plus juste de leur situation qui n'est pas essentiellement différente de celle des jeunes urbains¹.

L'IGAS (2024) montre que les jeunes ruraux ont des points communs avec les jeunes des villes. Comme eux, les jeunes vivant en milieu rural :

- ont des difficultés à trouver leur premier travail,
- débutent dans les démarches administratives,
- ont les mêmes envies, par exemple aller au cinéma, passer le permis de conduire...
- plus leurs familles sont pauvres, plus ils risquent de rester pauvres, même à l'âge adulte.

Cependant, les jeunes vivant en milieu rural disposent de moins d'opportunités à proximité de leur lieu de vie, notamment en raison d'une offre plus restreinte de services publics. Ils ont par exemple moins accès à des établissements scolaires ou d'enseignement supérieur pour poursuivre leurs études, à des agences France Travail pour rechercher un emploi, à des hôpitaux pour se soigner ou encore à des centres sociaux pour solliciter des aides.

Les déplacements y sont également plus contraints. En ville, les jeunes peuvent généralement compter sur les transports en commun (bus, tramway, métro ou train régional). En revanche, en zone rurale, l'usage d'un vélo, d'un scooter, d'une moto ou d'une voiture est souvent indispensable. Cette situation complique les mobilités, car les distances sont plus importantes et les coûts plus élevés. Comme le souligne Coquard (2019), « le permis de conduire est une sorte de diplôme incontournable pour ne pas être marginalisé ».

Les spécificités des jeunes ruraux sont liées au fait qu'ils sont plus souvent issus de milieux socio-économiques populaires et qu'ils font moins d'études que les jeunes urbains.

De même, la jeunesse rurale est souvent « décrite » ou vécue par la négative (« les « Cassos² », « les ploucs », la jeunesse « sans éclat », « sans écart »³, les « jeunes sans Cité⁴ ») en opposition à la jeunesse urbaine.

D'ailleurs pendant très longtemps, la jeunesse rurale a été peu abordée en sciences sociales pour donner toute la place à la jeunesse des banlieues.

La vie loin des grandes villes possède pourtant de nombreuses spécificités. C'est d'ailleurs pour mieux en rendre en compte que des sociologues tels que Lambert Yves, Coquard Benoit, Renahy Nicolas, Orange Sophie, et tant d'autres (Reservé Clément, Amsellem-Mainguy Yaëlle, etc.) ont décidé de mener des enquêtes pour mieux cerner ce que signifie vivre en milieu rural ou éloigné des grandes agglomérations urbaines quand on est jeune.

Tous ces chercheurs partagent le fait que, statistiquement les jeunes ruraux existent⁵. Mais se distinguent-ils des autres jeunes, et sur quels points ? Les éventuelles spécificités tiennent-elles simplement à des différences géographiques ou sociologiques par rapport aux jeunes urbains, ou bien renvoient-elles à quelque chose d'autre qui particulariserait un jeune rural vis-à-vis d'un jeune citadin ?

¹ Introduction de Stéphane Baud sur « Ethnographie et « angles morts » de la sociologie française » parue dans un rapport « Que deviennent les enfants d'agriculteurs » publié en 2012. Christophe Giraud, Jacques Rémy. pp.11-16.

Stéphane Baud montre que la sociologie française, fragmentée et fortement influencée par la demande sociale et les financements, privilégie souvent les objets « visibles » ou médiatisés au détriment des questions fondamentales de la vie quotidienne, du logement, des classes sociales et du monde rural. Cette orientation résulte à la fois des choix méthodologiques et théoriques des chercheurs, de la formation des étudiants et de l'organisation universitaire, conduisant à un déficit d'enquêtes empiriques sur le quotidien et le local.

² Clément Reservé, La vie de cassos, Jeunes ruraux en survie (Edition 2025), Editions Le Bord de l'eau

³ Claire Lemètre, Sophie Orange. Jeunes rurales – jeunes ordinaires, dans Jeunes rurales 206/3, pages 9 à 13.

⁴ Cécile Vachée, Sophie Ruel, Christophe Dansac, Invisibilité des jeunes en milieu rural, comment les jeunes « sans Cité » « s'en sortent » ?, Vie Sociale n°29-30, 2020

⁵ Lambert Yves. Peut-on encore parler de jeunes ruraux ? In : Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 76-80.

INTRODUCTION : JEUNESSE ET RURALITE, ENTRE MOBILITES CONTRAINTEES ET ATTACHEMENTS CHOISIS

La jeunesse rurale constitue aujourd'hui un objet sociologique majeur, au croisement des dynamiques de recomposition territoriale, de mobilité sociale et d'inégalités de genre. Longtemps restée en marge des recherches sur la jeunesse, elle est désormais reconnue comme **une clé de lecture privilégiée des transformations contemporaines du monde rural** (Coquard, 2019 ; Amsellem-Mainguy, 2021). Loin d'être homogène, la jeunesse rurale renvoie à des expériences sociales différenciées selon le genre, l'origine sociale et le rapport au territoire.

La jeunesse, entendue comme catégorie socialement construite (Galland, 1991), **se définit avant tout comme une période de transition vers l'âge adulte, marquée par des épreuves d'autonomisation** – formation, emploi, logement, mobilité, engagement. Dans les espaces ruraux, ces transitions s'inscrivent dans un cadre de ressources limitées et de normes locales fortes. Pierre Bourdieu (1979) montrait déjà combien les inégalités de capital économique et culturel façonnent les destins individuels ; dans le cas des jeunes ruraux, ces mécanismes s'articulent à des contraintes spatiales et symboliques spécifiques.

Les travaux de Benoît Coquard (2019) ont renouvelé cette perspective en soulignant la valeur morale attachée au fait de "rester" dans les campagnes. Contrairement au discours dominant qui associe la réussite à la mobilité et à la sortie du territoire, Coquard montre que le maintien local peut être vécu comme une forme de résistance identitaire et morale, où se jouent la fidélité au groupe, la continuité familiale et la dignité sociale. Cette approche invite à **reconsidérer la ruralité non comme un simple lieu de déficit, mais comme un espace de significations et d'attachements**.

De son côté, Yaëlle Amsellem-Mainguy (2021) met en évidence **la dimension générée de la condition juvénile rurale**. Dans « Les filles du coin », elle montre que les jeunes femmes rurales évoluent sous le poids d'injonctions contradictoires : partir pour "réussir" et échapper au contrôle social local, ou rester au risque d'une assignation à résidence symbolique. Ces trajectoires féminines révèlent la densité des normes de genre et la centralité du regard social dans les petites communes.

Sur le plan structurel, les données de l'INSEE (2024) et de l'INJEP (2024) confirment la persistance d'inégalités territoriales : les jeunes ruraux rencontrent plus souvent des difficultés d'accès à la formation, à la mobilité et à l'emploi. L'IGAS (2024) note également une vulnérabilité accrue à la précarité économique et au non-recours aux droits. Nombre d'enquêtes soulignent l'existence d'attachements positifs au territoire, nourris par des valeurs de solidarité, de proximité et d'autonomie.

Cette ambivalence — entre mobilité contrainte et ancrage choisi — structure les parcours de nombreux jeunes ruraux. Elle s'inscrit dans un contexte plus large de revalorisation symbolique de la ruralité, portée par des aspirations écologiques, numériques et post-urbaines. **Le rural devient un espace où se rejouent les tensions entre relégation et redéfinition, où les jeunes sont à la fois acteurs et révélateurs des mutations sociales**.

Étudier la jeunesse rurale, c'est donc interroger la manière dont les jeunes composent avec la rareté des ressources, les attentes locales et les modèles dominants de réussite.

L'état de l'art proposé ici, s'attache à restituer la diversité de ces expériences. Il s'appuie notamment sur les travaux académiques récents et sur les rapports institutionnels produits par l'INSEE, l'INJEP, et l'IGAS.

L'objectif est double : dresser un panorama actualisé des connaissances sur les jeunes ruraux, et identifier les angles morts encore peu explorés — notamment la question du genre, du sentiment d'appartenance et des nouvelles formes d'engagement local.

1. LES JEUNES RURAUX : DE QUOI PARLE-T-ON ?

1.1. Définir la ruralité et la jeunesse : deux catégories mouvantes

Toute analyse de la jeunesse rurale suppose de clarifier la manière dont on définit la ruralité et la jeunesse.

« **La ruralité** désigne, au sens premier, le caractère de ce qui est rural. Dans une acception plus étroite, on peut retenir que le mot « fait référence à l'ensemble des représentations collectives associées à la vie dans les espaces ruraux. Proche de l'idée de mode de vie, le mot est apparu à la fin des années 1990 pour désigner un lien, dans sa dimension anthropologique, aux différents contenus de l'espace rural (de moins en moins agricole mais plus tourné sur l'environnement, le patrimoine et les paysages). Devenue une notion globalisante pour désigner un mode d'habiter qui permet d'atténuer une opposition franche entre la ville et la campagne devenue obsolète. On notera cependant qu'une dimension politique tend aujourd'hui à rattraper le terme, et impose d'y apporter un regard critique, tant le monde politique et la presse l'utilisent de plus en plus fréquemment (« assises de la ruralité », « hyper-ruralité », « défense de la ruralité... »).⁶ »

La ruralité constitue une notion polysémique et socialement construite, qui ne peut être appréhendée sous un angle unique. Elle relève à la fois de dimensions géographiques, sociologiques, culturelles et symboliques, et ne saurait se réduire à une simple opposition binaire entre ville et campagne. Elle renvoie ainsi à un ensemble de représentations collectives, fréquemment idéalisées, mais aussi à des expériences vécues, parfois en décalage avec ces représentations.

D'un point de vue géographique, la ruralité désigne généralement des espaces caractérisés par une faible densité de population, éloignés des principaux pôles urbains. Ces territoires sont souvent associés à des paysages agricoles, forestiers ou naturels, ainsi qu'à une organisation spatiale et sociale plus dispersée.

Sur le plan symbolique et culturel, la ruralité occupe une place importante dans l'imaginaire collectif. Depuis la pandémie de Covid 19, elle est régulièrement associée à des valeurs positives telles que la proximité avec la nature, l'authenticité, la tradition ou encore la qualité du cadre de vie. Ces représentations mobilisent des idéaux de calme, de solidarité, de temporalités plus lentes et de modes de vie perçus comme plus sains, contribuant à une vision parfois éloignée des réalités sociales et économiques contemporaines des espaces ruraux.

Cela n'a pas été toujours le cas. En effet, les médias, la culture populaire et l'institution scolaire contribuent ou ont contribué à diffuser une hiérarchie implicite entre ville et campagne : l'urbain demeure le lieu de la modernité, de l'ouverture et des opportunités, tandis que la ruralité est renvoyée à l'entre-soi, au repli ou au manque d'ambition. Cette domination symbolique alimente ce que Pierre Bourdieu (1993) appelle une « violence symbolique douce » : les jeunes ruraux peuvent intérioriser la dévalorisation de leur monde social, tout en s'y attachant affectivement et en éprouvant un fort sentiment d'ancrage.

Pourtant, de nouvelles représentations émergent autour de l'écologie, des circuits courts, de l'agriculture alternative, des tiers-lieux ou des « néo-ruraux ». La ruralité est alors requalifiée comme espace d'expérimentation, de modes de vie plus sobres ou d'innovations sociales. Les jeunes ruraux eux-mêmes s'emparent parfois de ces registres pour redéfinir leur rapport à l'avenir, revendiquer une expertise de terrain (sur l'environnement, le soin au vivant, les solidarités locales) et contester la vision d'une campagne seulement subie ou « en retard ».

⁶ <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ruralite>

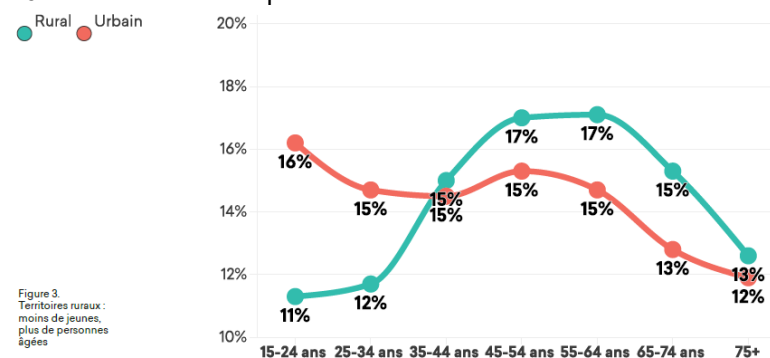
Sources : Bouron Jean-Benoît et Georges Pierre-Marie, Les territoires ruraux en France. Une géographie des ruralités contemporaines, Ellipses, 2015 [réed. 2019], p. 63. Mathieu Nicole (1996), « Rural et urbain : unité et diversité dans les évolutions des modes d'habiter », in Jollivet, M., Eizner, N. (dir.), L'Europe et ses campagnes, Presses FNSP, p. 187-216.

Sur le plan statistique, la ruralité est généralement appréhendée à partir des grilles de densité de l'INSEE, qui distinguent les communes « peu denses » ou « très peu denses » selon leur position vis-à-vis des aires d'attraction des villes. Ce découpage, introduit en 2020, permet de dépasser la dichotomie « urbain/rural » et de saisir les nuances internes du territoire français⁷. Cependant, cette approche statistique et/ ou démographique ne rend pas compte des représentations sociales de la ruralité, souvent perçue comme un espace d'entre-soi, de proximité et de relations sociales fortes abordées dans les sciences sociales.

La jeunesse, quant à elle, ne peut être réduite à une simple tranche d'âge. Comme le souligne Galland (1991), elle constitue une période de transition, marquée par l'entrée progressive dans les statuts adultes (emploi, logement, conjugalité). Cette transition est fortement différenciée selon le milieu social et le contexte territorial : dans les zones rurales, elle est souvent plus précoce et plus contrainte, notamment du fait d'un accès limité aux études supérieures et d'une insertion professionnelle plus rapide et moins qualifiée (INJEP, 2024).

1.2. Données démographiques : une jeunesse en recul relatif mais socialement diverse

Le premier aspect qui marque la sociologie des territoires ruraux est l'âge de ses habitants. Les jeunes (15-34 ans) y sont proportionnellement moins nombreux, tandis que les personnes de 45 à 74 ans y sont nettement surreprésentées. Ce sont ainsi 45% des habitants de la ruralité qui ont plus de 55 ans, contre 40% dans les milieux plus urbains⁸ :



Source : Insee RP 2021. Paroles de campagnes, réalités et imaginaires de la ruralité française, juin 2025

Le **profil démographique des jeunes ruraux** se caractérise par :

- une surreprésentation des jeunes des classes populaires et des familles à faible capital scolaire¹⁰ ;
- une parité de genre, mais avec des trajectoires différenciées : les jeunes femmes quittent plus souvent le territoire pour poursuivre leurs études (Amsellem-Mainguy, 2021) ;
- si les jeunes femmes ont plus d'enfants avant 30 ans en milieu rural, les grossesses précoces (avant 18 ans) n'y sont pas plus fréquentes (IGAS, 2024)
- le départ des jeunes diplômés vers les villes entraînant une tendance au vieillissement relatif des espaces ruraux.

⁷ Voir Annexe 1

⁸ Paroles de campagnes, réalités et imaginaires de la ruralité française, juin 2025, page 18.

¹⁰ Paroles de campagnes, réalités et imaginaires de la ruralité française, juin 2025, page 19.

1.3. Conditions de vie et inégalités socio-économiques

Les jeunes ruraux sont confrontés à des conditions de vie spécifiques, marquées par des disparités d'accès aux ressources : formation, emploi, logement, transport et services publics.

a) Éducation et formation

Les études de l'INJEP (2024) montrent que les jeunes ruraux sont moins nombreux à poursuivre des études supérieures : près d'un sur deux quitte le système scolaire sans diplôme post-bac, contre un tiers des jeunes urbains. Les obstacles sont multiples : éloignement géographique des établissements, coûts liés à la mobilité, mais aussi auto-sélection liée à des représentations intériorisées de la réussite (Bourdieu, 1979). Amsellem-Mainguy (2021) note que ces contraintes se renforcent pour les jeunes femmes, souvent confrontées à des attentes familiales de stabilité et à une surveillance sociale plus forte dans les petites communes.

b) Emploi et insertion professionnelle

Sur le marché du travail, les jeunes ruraux accèdent plus rapidement à un premier emploi, souvent dans les secteurs manuels, agricoles, artisanaux ou de services à la personne. Cependant, ces emplois sont fréquemment moins qualifiés et plus précaires (INSEE, 2024). L'IGAS (2024) souligne que le taux de chômage des jeunes en zone rurale reste légèrement inférieur à la moyenne nationale, mais au prix d'une concentration dans les emplois faiblement rémunérés.

La mobilité résidentielle et automobile est un facteur clé d'accès à l'emploi : près de 80% des jeunes actifs ruraux utilisent la voiture comme moyen principal de déplacement (INJEP, 2024). La mobilité renforce les inégalités sociales (coût) et accentue le risque de dépendance familiale.

Coquard (2019) évoque également le fait que le peu d'emplois disponibles dans le rural est concentré dans des secteurs considérés comme masculins, tandis que l'emploi tertiaire est peu développé et précaire. Ce secteur féminisé « dont on sait qu'il est l'un des plus incertains et mal payés, demande une disponibilité et une mobilité importante, qui sont peu compatibles avec la prise en charge du travail domestique ».

c) Accès aux services et conditions de vie

Les jeunes ruraux subissent également une fracture territoriale en matière d'accès aux soins, aux activités culturelles et aux dispositifs d'accompagnement. Les politiques publiques récentes (exemple de programmes : « Jeunes et Territoires 2050¹¹ », « Agenda rural¹² ») tentent de pallier ces écarts, mais les effets demeurent inégaux notamment pour les jeunes les plus en difficultés (IGAS, 2024) : « l'offre d'accompagnement destinée aux jeunes les plus en difficultés (CEJ – jeunes en rupture) qui repose sur une prise en charge globale et décloisonnée des multi-vulnérabilités auxquelles ces jeunes sont confrontés peine, quant à elle, à s'implanter dans les territoires ruraux isolés. Elle suppose des coopérations nouvelles entre différents acteurs (chacun porte un bout de la solution) mais souffre, dans la ruralité, du manque de relais et de durée trop courte de financement, alors que, dans ces territoires, le temps de s'implanter, de se faire accepter est plus long ».

Malgré ces contraintes, les enquêtes qualitatives mettent en évidence une forte sociabilité locale et un sentiment d'appartenance prononcé, fondés sur la proximité et la reconnaissance mutuelle (Coquard, 2019 ; Hervieu & Viard, 2001).

Les jeunes ruraux rencontrent également des difficultés spécifiques liées au logement. Le parc immobilier rural se caractérise par la prédominance de maisons individuelles, une faible offre locative (notamment sociale) et une quasi-absence de petits logements. Une partie du bâti est ancien, vétuste et énergivore, ce qui fragilise les ménages précaires, d'autant que leurs faibles revenus limitent la rénovation et qu'ils font peu appel aux aides. Ainsi, les aides au logement bénéficient moins aux habitants ruraux (13% contre 22% en moyenne) (IGAS, 2024).

¹¹ <https://www.lerameau.fr/jeunes-et-territoires-2050/>

¹² <https://anct.gouv.fr/programmes-dispositifs/france-ruralites#:~:text=Lanc%C3%A9%20en%20juin%202023%2C%20le,%2C%20mobilit%C3%A9s%2C%20sant%C3%A9%20et%20culture.>

Globalement, les jeunes ruraux ont en moyenne un accès à un logement autonome plus tardif, malgré un accès plus précoce à l'emploi et parfois la constitution d'une famille. Ils sont ainsi 62% à habiter chez leurs parents, contre 53% des jeunes urbains.

32% sont des semi-cohabitants, vivant en partie chez leurs parents et en partie dans un autre logement. Si les jeunes ruraux en études sont particulièrement concernés par la double résidence, ce qui a un impact financier élevé, cette situation de double résidence est également fréquente chez les jeunes en formation professionnelle ou insertion, alors même que les revenus des familles offrent un soutien très limité ou que des situations de rupture avec les parents peuvent exister (IGAS, 2024).

En cas de rupture familiale, l'absence d'hébergement d'urgence et la rareté des foyers aggravent la précarité des jeunes. Dans les zones touristiques, la situation est encore plus tendue : les logements adaptés sont retirés du marché locatif en été pour des locations saisonnières onéreuses (IGAS, 2024).

Les difficultés de mobilité (insuffisance de l'offre de transports collectifs) sont également un facteur clé de limitation à l'accès aux droits et aux services (IGAS, 2024). Elles concernent à la fois des temps de déplacements plus longs et plus coûteux. Avoir son permis de conduire reste la clé de l'autonomie : 92% des jeunes ruraux qui ont le permis (contre 75% des urbains) utilisent une voiture ou un deux-roues au quotidien (Institut Terram et Chemin d'avenir, 2024)

En territoire rural, les freins à la mobilité, associés à des difficultés sociales, sont un vecteur d'assignation à résidence, avec comme conséquence un moindre accès aux droits. Selon les « chiffres clé de la jeunesse » publiés par l'INJEP en 2021, 49% des jeunes ruraux déclarent avoir déjà renoncé à la pratique d'activités culturelles en raison de contraintes de déplacement ou de modes de transports (57% parmi ceux des territoires très peu denses). Ils sont 51% en territoires très peu denses à renoncer à un rendez-vous médical et 33% des jeunes habitant dans un territoire rural ont, pour les mêmes raisons, renoncé à un emploi ou à une formation¹³.

¹³ Rapport IGAS, 2024, page 32.

2. MOBILITES¹⁴, TRAJECTOIRES ET ANCRAGES TERRITORIAUX DES JEUNES RURAUX

2.1. Mobilité comme norme et injonction sociale

Dans les sociétés contemporaines, la mobilité est devenue une valeur centrale de la réussite individuelle. Elle renvoie à la capacité de se déplacer pour étudier, travailler, s'émanciper, voire « se réinventer ».

Cette « injonction à la mobilité » (Coutant, 2012) est particulièrement marquée chez les jeunes, à qui l'on associe spontanément l'idée de dynamisme et d'ouverture. Or, pour les jeunes des espaces ruraux, cette mobilité n'est ni évidente, ni neutre : elle constitue à la fois une opportunité et une épreuve sociale.

Les enquêtes de l'INJEP (2024) montrent que près de 60% des jeunes ruraux quittent leur territoire au moins temporairement entre 18 et 25 ans, principalement pour suivre une formation ou chercher un emploi. Ces mobilités se concentrent vers les pôles urbains régionaux (comme Rennes, Clermont-Ferrand, Toulouse, Dijon...), traduisant la forte centralisation des filières de formation et de l'emploi qualifié.

Mais cette mobilité a un coût social et symbolique : rupture des liens familiaux et amicaux, difficultés de logement, isolement dans les grandes villes, ou encore « sentiment d'étrangeté » face à des normes sociales urbaines tel que le souligne Amsellem-Mainguy (2021).

La tension entre mobilité nécessaire et ancrage souhaité traverse toute la littérature sur la jeunesse rurale contemporaine. Les jeunes ruraux doivent souvent « faire avec la mobilité » : s'adapter à un modèle de réussite imposé, tout en cherchant à préserver un lien avec leur territoire d'origine.

2.2. Partir : la mobilité comme condition d'émancipation

Le départ des jeunes ruraux vers les centres urbains est fréquemment présenté comme une étape incontournable de l'autonomisation.

Il est d'abord économique et éducatif : les jeunes quittent leur commune faute de formations supérieures, d'emplois qualifiés ou de perspectives professionnelles locales. La moitié des jeunes issus de zones rurales (48%) quittent une commune rurale pour aller s'installer dans une commune urbaine. Ces mobilités sont particulièrement fréquentes (83 %) lorsque la décohabitation coïncide avec le début des études supérieures, ces établissements étant principalement situés en zones urbaines (INSEE, 2025).

Mais il est aussi symbolique : partir, c'est se confronter à d'autres mondes sociaux, élargir ses horizons et, parfois, se libérer du contrôle social local.

Les travaux d'Amsellem-Mainguy (2021) éclairent ce processus du point de vue du genre. Dans « Les filles du coin », elle montre que le départ constitue pour beaucoup de jeunes femmes un rite d'émancipation face aux contraintes des sociabilités rurales : elles fuient le regard normatif des petites communautés, la rareté des emplois qualifiés et la persistance des stéréotypes de genre.

Cependant, ces départs s'accompagnent souvent d'une culpabilité morale vis-à-vis de la famille et du territoire, et d'un risque de désaffiliation lorsque la mobilité n'est pas soutenue par des ressources économiques suffisantes.

Pour les jeunes hommes, la mobilité peut être perçue différemment : elle s'inscrit souvent dans des logiques de mobilité professionnelle temporaire (travail saisonnier, apprentissage, intérim) ou de mobilité de proximité, limitée au bassin d'emploi régional.

La mobilité apparaît donc fréquemment contrainte : comme le note Coquard (2019), « partir n'est pas toujours une conquête, c'est parfois une fuite ou une obligation ». ¹⁵

¹⁴ Le terme de mobilités n'est, ici, pas employé au sens de déplacements du quotidien mais à rapprocher de la notion de parcours de vie

¹⁵ En 2013, Julian Devaux montrait pour les jeunes ruraux de Seine et Marne une mobilité fortement différenciée au quotidien, et faisait en particulier ressortir le poids des appartenances sociales et de genre dans les pratiques et les rapports aux territoires des individus. Quand on s'intéresse aux trajectoires de ces jeunes au fil de l'âge, cela permet de rendre compte du rôle central que joue la mobilité dans les orientations scolaires et les choix résidentiels futurs des jeunes ruraux. « Mobilités du quotidien, manières d'habiter et socialisation d'adolescents d'un village rural francilien » Thèse soutenue le 22 novembre 2013

2.3. Rester : l'ancrage comme ressource et comme stigmaté

A l'inverse du modèle dominant de la mobilité, Benoît Coquard (2019) propose une sociologie du « rester ». Son enquête ethnographique menée dans une région rurale de l'Est de la France montre que, pour une partie des jeunes issus de classes populaires, le fait de demeurer dans le territoire d'origine constitue un choix moral et identitaire : celui de la loyauté, de la stabilité, de la proximité des siens.

« Rester », écrit-il, « c'est faire preuve de courage et de fidélité », dans un contexte où la mobilité est devenue un signe de réussite sociale. Cet ancrage territorial peut pour autant se transformer en stigmaté social.

Les jeunes qui ne partent pas sont parfois perçus comme « immobiles », « fermés » ou « manquant d'ambition ». Coquard analyse ici un renversement des hiérarchies : ceux qui restent résistent à un modèle hégémonique de la réussite, en réaffirmant des valeurs d'attachement et de continuité.

Ce choix de rester est néanmoins soutenu par de forts réseaux familiaux et amicaux, qui compensent en partie la faiblesse des structures institutionnelles d'accompagnement (IGAS, 2024).

2.4. Attachement au territoire et capital spatial

Au-delà des déplacements physiques, la mobilité renvoie à des formes d'attachement symbolique.

Les travaux de Vincent Kaufmann (2014) sur la motilité¹⁶ – c'est-à-dire les capacités à envisager la mobilité et à rendre possible le déplacement – permettent d'éclairer la situation des jeunes ruraux : certains disposent de la compétence à se projeter ailleurs, d'autres non, faute de capital spatial ou culturel.

Ce capital spatial, selon l'expression de Lussault (2007), dépend de la maîtrise des codes de la mobilité (langage, diplômes, réseaux).

Les jeunes ruraux en déficit de capital spatial peuvent intérioriser des limites géographiques à leur horizon de vie, tandis que d'autres, mieux dotés, transforment leur mobilité en ressource identitaire : partir pour mieux revenir, valoriser l'expérience urbaine tout en maintenant un lien affectif fort avec le lieu d'origine. Amsellem-Mainguy (2021) souligne que, pour les jeunes femmes, cet attachement prend souvent la forme d'une ambivalence : le territoire est à la fois protecteur et contraignant, familier et oppressant.

Cette « double appartenance » (rurale et urbaine) façonne des trajectoires hybrides, où l'on compose avec les attentes des deux mondes.

Dans la sociologie des classes populaires, Jean-Noël Retière a montré que l'enracinement local ne relève pas seulement d'un attachement affectif au territoire, mais qu'il constitue une véritable ressource, qu'il conceptualise sous le terme de « capital d'autochtonie¹⁷ » (Retière, 2003, p. 121-123). Pour les groupes populaires, le fait – et/ou le sentiment – d'« être d'ici », d'appartenir à un espace local et à des réseaux de relations densément intriqués, procure des ressources symboliques spécifiques qui permettent de participer à la vie sociale et publique même en l'absence de forts capitaux scolaire ou économique (Retière, 2003, p. 130). Transposée à la jeunesse rurale, cette perspective invite à considérer que l'attachement au village, au « coin » (pour reprendre l'expression de Coquard) ou au pays n'est pas seulement un registre de discours identitaire, mais l'une des modalités de constitution d'un capital spatial situé : la connaissance fine des lieux, l'inscription dans des sociabilités locales (associations sportives ou culturelles, engagement chez les pompiers volontaires, participation aux fêtes locales) ou encore la

¹⁶ La motilité est un concept sociologique qui ne se limite pas aux mouvements réels, mais s'intéresse au potentiel qu'ont les individus ou groupes d'être mobiles, autrement dit à leur capacité à se mouvoir dans l'espace géographique, social et temporel. Contrairement à la mobilité (le fait de se déplacer), la motilité renvoie à ce qui rend possible le déplacement avant même qu'il n'ait lieu : ce sont les ressources, compétences et intentions ou appropriation qui permettent de se projeter dans différents espaces et de construire des projets de vie.

Ce concept est important car il permet de dépasser une vision purement empirique des déplacements pour analyser : les inégalités sociales de mobilité (certaines personnes ont un plus grand « capital de mobilité » que d'autres), la façon dont les individus construisent des stratégies de vie autour de leurs capacités potentielles de mouvement, et la relation entre les structures sociales, les systèmes techniques (transports et communications) et les aspirations individuelles.

Autrement dit, plutôt que de compter seulement les déplacements, Kaufmann cherche à comprendre pourquoi certains peuvent se déplacer plus aisément (et comment), ce qui constitue une nouvelle forme d'analyse des mobilités.

¹⁷ Le capital d'autochtonie désigne « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisées », c'est-à-dire le fait d'être « d'ici », reconnu comme tel et inséré dans un groupe à base locale.

Ce capital repose sur des liens de voisinage, des engagements associatifs et civiques, des pratiques de sociabilité (cafés, clubs sportifs, pompiers volontaires, etc.) qui comptent dans l'échelle de valeurs du lieu

réputation familiale sur le territoire peuvent servir de supports à l'intégration, à l'accès à l'emploi local et à la reconnaissance sociale.

Les recherches récentes invitent à dépasser la dichotomie partir / rester pour penser les trajectoires pluri-locales. Les jeunes ruraux circulent entre plusieurs espaces : lieu d'étude, domicile familial, emploi temporaire, résidence de couple. Ces circulations sont facilitées par les transports, le numérique et les réseaux sociaux, mais ces ressources demeurent inégalement accessibles.

Cette perspective rejoint les analyses de la mobilité comme expérience sociale : elle n'est pas uniquement déplacement, mais épreuve de positionnement vis-à-vis des normes de réussite et des appartenances sociales.

La jeunesse rurale apparaît alors comme un laboratoire où s'expérimentent de nouvelles formes de rapport à l'espace : ni enracinement passif, ni déracinement total, mais un jeu complexe entre ancrage, mobilité et attachement.

3. ÉDUCATION, EMPLOI ET INÉGALITÉS D'ACCÈS AUX RESSOURCES : LES CONDITIONS D'INSERTION DES JEUNES RURAUX

3.1. Le poids des inégalités scolaires et territoriales

Les parcours éducatifs des jeunes ruraux révèlent avec précision la manière dont les inégalités sociales se doublent d'inégalités territoriales. Les travaux de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron (*Les Héritiers*, 1964 ; *La Reproduction*, 1970) ont montré que le système scolaire contribue à la reproduction des hiérarchies sociales, en valorisant les capitaux culturels des classes urbaines cultivées.

Les enquêtes de l'INSEE (2024) et de l'INJEP (2024) montrent que les taux de poursuite d'études supérieures restent inférieurs de 10 à 15 points dans les zones rurales par rapport aux métropoles.

Les obstacles sont multiples : éloignement des établissements, offre de formation restreinte, faiblesse des transports, mais aussi autocensure liée à une moindre familiarité avec les codes scolaires et universitaires.

Selon Laurie Pinel¹⁸, les jeunes vivant en milieu rural sont plus souvent issus de milieux ouvriers (39%) ou agricoles (7%) que leurs homologues urbains (34% et 2%). Parallèlement, seuls 10% des jeunes ruraux ont un père cadre, contre 20% en milieu urbain. Ces écarts s'expliquent en partie par la structure du marché du travail, les zones urbaines concentrant davantage d'emplois qualifiés que les territoires ruraux. La présence plus marquée des classes populaires en milieu rural peut aussi s'expliquer par des logiques de ségrégation spatiale, en lien avec les écarts de prix de l'immobilier entre espaces urbains, périurbains et ruraux.

Les jeunes, en particulier ceux issus des classes populaires, intériorisent souvent des « dispositions à la modestie » (Lahire, 1995) ou à la « raison pratique » (Bourdieu, 1993) : ils ajustent leurs aspirations scolaires à ce qu'ils perçoivent comme socialement atteignable.

Cette auto-sélection se traduit par une forte orientation vers les filières professionnelles et technologiques, souvent perçues comme plus concrètes et sécurisantes.

Les travaux de Stéphane Beaud (2002) sur les enfants d'ouvriers montrent que ces choix ne relèvent pas uniquement d'un déficit d'ambition, mais d'une rationalité sociale contextualisée : faire des études « utiles », proches du monde du travail et de la famille.

Dans les territoires ruraux, cette orientation vers les CAP, BEP ou BTS agricoles, artisanaux et industriels reste dominante (Coquard, 2019).

Pour comprendre ces trajectoires différenciées, la notion de capital spatial¹⁹ (Lussault, 2007 ; Levy, 2003) s'avère divergente. Les jeunes ruraux disposent de ressources d'ancrage local – réseaux familiaux, entraide, réputation – mais souvent d'un capital de mobilité limité. Les classes urbaines, à l'inverse, combinent capital culturel et capital spatial, leur permettant de « jouer » avec les territoires.

¹⁸ Etudes, emploi, ressources : les jeunes ruraux sont-ils différents des jeunes urbains ? juillet 2020, Etudes et résultats, DREES, n°1155.

¹⁹ Le capital spatial désigne l'ensemble des ressources qu'un individu, un groupe ou un territoire tire de sa position dans l'espace et de sa capacité à utiliser cet espace. Il combine à la fois : ce que l'on possède spatialement (localisation, accès, réseaux), et ce que l'on sait faire avec l'espace (se déplacer, choisir un lieu, mobiliser des territoires). Ce n'est donc pas seulement "où l'on habite", mais comment on peut tirer parti de l'espace.

Par exemple, le jeune rural dispose souvent d'un capital spatial initialement faible en raison de l'éloignement des services, des emplois et des formations. Cet éloignement et la faible offre de transports limitent sa capacité à transformer l'espace en ressource. L'accès à la mobilité (permis, voiture, covoiturage) permet toutefois de renforcer son capital spatial en élargissant son espace de vie. Les compétences spatiales (une bonne connaissance des routes locales, la capacité à optimiser ses trajets, une familiarité avec plusieurs villes moyennes) et la connaissance des territoires voisins compensent partiellement la marginalité spatiale. Les réseaux familiaux et professionnels locaux constituent des appuis essentiels dans la construction du capital spatial (emploi, hébergement temporaire ou logement, informations utiles).

En synthèse, le jeune rural dispose souvent d'un capital spatial initialement faible en raison de l'éloignement et de l'enclavement, mais celui-ci peut être renforcé par la mobilité, les compétences spatiales et les réseaux, qui permettent de transformer l'espace contraint en ressource.

3.2. Le rapport à l'école : entre attachement et distance

La sociologie de la jeunesse rurale a mis en évidence un rapport ambivalent à l'école. D'un côté, elle est perçue comme un vecteur d'émancipation et d'accès à la mobilité sociale ; de l'autre, comme un espace d'éloignement symbolique vis-à-vis du monde rural et populaire.

L'analyse de Bernard Lahire (1995) sur les « dissonances culturelles » éclaire cette tension : dans les familles populaires rurales, les dispositions incorporées valorisent le concret, le collectif et la proximité, là où l'école promeut l'abstraction, la compétition et la mobilité.

Cette discordance explique en partie la difficulté à se projeter dans l'enseignement supérieur, perçu comme éloigné spatialement et socialement. François Dubet (1994) l'avait déjà montré : l'école promet une méritocratie mais produit souvent des expériences de désenchantement, lorsque les promesses de réussite ne sont pas tenues.

Yaëlle Amsellem-Mainguy (2021), dans « Les filles du coin », observe que les jeunes femmes rurales entretiennent un rapport particulièrement ambivalent à l'école : elles y trouvent parfois un refuge symbolique contre la rigidité des sociabilités locales, mais y rencontrent aussi un sentiment d'inadéquation culturelle et sociale. Pour les jeunes hommes, au contraire, l'école peut apparaître comme étrangère aux valeurs de travail manuel et de « réalisme » économique transmises par le milieu familial (Schwartz, 1998 ; Beaud, 2002).

3.3. L'accès à l'emploi : précarités et ajustements locaux

L'entrée dans la vie active constitue un moment charnière où les inégalités scolaires se traduisent en inégalités d'insertion professionnelle. Les jeunes ruraux sont surreprésentés dans les emplois peu qualifiés, saisonniers ou intermittents, notamment dans les secteurs de l'agriculture, du bâtiment, du commerce ou des services à la personne²⁰. Le rapport IGAS note, en effet, que les jeunes ruraux sont plus souvent en contrats précaires (CDD, intérim), et que les formes de travail occasionnel ou saisonnier sont proportionnellement plus fréquentes en milieu rural qu'en milieu urbain, avec une moindre proportion de CDI à l'entrée dans la vie active, ce qui peut traduire des trajectoires d'insertion professionnelle plus fragiles (IGAS, 2024²¹).

Ces formes d'emploi précaires renvoient à ce que Serge Paugam (2000) qualifie de « disqualification sociale » : une insertion fragile, dépendante des réseaux locaux et peu reconnue symboliquement.

Benoît Coquard (2019) montre que ces jeunes, « ceux qui restent », élaborent une éthique du travail local : valorisation de l'effort, loyauté envers le territoire, rejet du « mépris des villes ».

Mais ce positionnement peut aussi constituer une forme d'ajustement défensif face à l'impossibilité de mobilité sociale ascendante. Le travail devient alors un marqueur identitaire, un moyen de reconnaissance au sein du groupe, plus qu'un vecteur d'émancipation.

²⁰ Fiches repères INJEP n°45, juin 2019 ; Qui sont les jeunes ruraux ?

Les jeunes ruraux, en particulier les garçons, poursuivent leurs études moins longtemps et entrent plus tôt sur le marché du travail. Ainsi, la moitié des 15-29 ans vivant en milieu rural sont actifs (emploi, apprentissage, stage rémunéré), soit 6 points de plus que leurs homologues urbains. Entre 15 et 19 ans, ils sont même presque deux fois plus souvent en emploi (19% contre 11%). En revanche, entre 25 et 29 ans, l'écart se réduit, bien que le taux d'emploi des jeunes hommes urbains demeure légèrement inférieur (74% contre 82%). Par ailleurs, 18 % des jeunes ruraux ne sont ni en emploi ni en formation, un niveau proche de celui des jeunes urbains (20%).

Sur le plan professionnel, les jeunes hommes ruraux occupent majoritairement des postes d'ouvriers (six sur dix contre un tiers en ville), notamment dans l'agriculture et la construction. Les jeunes femmes rurales, quant à elles, sont surtout employées (55%, soit 5 points de plus que leurs homologues urbaines), et plus d'un tiers travaillent dans les secteurs de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale.

²¹ Types de contrats des jeunes ruraux – données INSEE traitées dans les annexes du rapport (page 15) :

La part de travail saisonnier parmi les jeunes ruraux est plus élevée dans les territoires ruraux (8,6% en moyenne) que dans les centres urbains (3,2%). Cela concerne surtout le travail occasionnel ou saisonnier, bien que ce ne soit pas massif, mais nettement plus fréquent en ruralité. L'accès au CDI est un peu moins fréquent et la part de contrats à durée déterminée ou intérim est élevée (près de 38%).

Les analyses de Michel Pialoux et Stéphane Beaud (1999) sur la désindustrialisation complètent cette lecture : la raréfaction des emplois ouvriers stables fragilise la transmission intergénérationnelle du rapport au travail.

Dans les espaces ruraux, cette fragilisation se combine avec l'éloignement voire un retrait des institutions d'accompagnement (missions locales, France travail, etc.), laissant place à des formes de débrouille et d'économie informelle²² (Coutant, 2012).

La débrouille ne s'exerce pas seul (Coquard 2019) : elle s'appuie sur les « vrais potes », c'est-à-dire des relations solides, durables, marquées par l'entraide et la réciprocité. D'un point de vue sociologique, cela indique l'importance des sociabilités locales denses, fondées sur la loyauté, la familiarité et la proximité. Ces réseaux compensent le manque d'infrastructures en devenant de véritables « ressources sociales » : « Les jeunes adultes disent vouloir « rester ici », dans des villages et des bourgs situés loin des services et grandes infrastructures publics. Ils en font une forme de fierté quitte à se débrouiller par eux-mêmes, ou plutôt avec l'aide des « vrais potes », sur qui « on peut compter » dans n'importe quelle occasion ».

Parallèlement, les travaux de Didier Demazière et de Dominique Schnapper (1997) sur le chômage montrent que la perte d'emploi prend une dimension identitaire et territoriale : l'absence de travail signale non seulement une précarité économique, mais une perte de place dans l'ordre social local. Pour les jeunes, cette expérience est particulièrement déstabilisante, car elle empêche l'accès à l'autonomie et à la reconnaissance. Cependant, la situation des jeunes ruraux sur le marché du travail apparaît légèrement plus favorable que celle de leurs homologues urbains, même si, comme l'ensemble des jeunes, ils restent fortement exposés aux formes de contrats précaires²³. Ils sont un peu moins nombreux à occuper un CDD ou un contrat d'intérim (37,8% des 15-29 ans en milieu rural contre 39,9% en milieu urbain)²⁴ mais aussi légèrement moins nombreux à bénéficier d'un CDI (35% contre 37,6% pour les jeunes urbains). Cet écart s'explique par une présence plus importante de contrats saisonniers ou occasionnels en zone rurale (8,6% contre 4,2%). Comme ailleurs, le chômage demeure élevé : près d'un quart des 15-24 ans vivant en milieu rural sont au chômage (22,4%), un niveau toutefois un peu inférieur à celui observé en milieu urbain (26,4 %) ²⁵. Cette moyenne recouvre cependant de fortes disparités territoriales, certains espaces ruraux dépassant les 40% de chômage des jeunes, comme le nord de l'Aisne, le sud de l'Ardèche, ou encore plusieurs territoires de la Nièvre et de l'Hérault²⁶.

En complément, intéressons-nous à celles et ceux qui choisissent aujourd'hui de s'installer en agriculture, afin de rappeler que tous les jeunes ruraux ne deviennent pas agriculteurs ou agricultrices.

En 2024, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire a soutenu cinq projets de recherche consacrés aux « nouveaux actifs agricoles ». Parmi eux, le projet AgriNovo, piloté par le Laboratoire de recherches en sciences sociales (LARESS) de l'École supérieure des agricultures (ESA Angers), avait pour objectif d'identifier les profils des personnes accédant aujourd'hui au statut d'agriculteur ou d'agricultrice, en tenant compte notamment de leur origine sociale et de leur parcours avant installation. À partir de l'analyse de plus de 3 400 questionnaires d'agriculteurs installés en 2018 ou en 2022, cette étude a permis de dégager une typologie en cinq profils ou 5 types de parcours d'installation²⁷. Les résultats mettent en évidence la diversité des trajectoires et des ressources des enfants d'agriculteurs, loin de l'image d'un groupe homogène héritant d'un métier, d'un statut et d'un patrimoine. Certains suivent un chemin « tout tracé », où la socialisation professionnelle prolonge la socialisation familiale (les « héritiers bien préparés », les « héritier(e)s sans vocation »). D'autres, après un détour par des études supérieures ou des expériences professionnelles éloignées du monde agricole, reviennent à leurs origines sociales avec des dispositions nouvelles, qui les distinguent des premiers.²⁸

²² Dans ses travaux sur les jeunesses populaires, Isabelle Coutant (2012) développe une approche sociologique de l'économie informelle comme ensemble des activités productives ou lucratives exercées en dehors du cadre légal ou institutionnel du travail salarié, mais qui s'inscrivent dans des normes sociales partagées et des réseaux relationnels locaux (petits boulots non déclarés, revente d'objets, travail au noir, etc.)

²³ Rapport IGAS 2024, p 26

²⁴ Rapport IGAS 2024, p 26

²⁵ Rapport IGAS 2024, p 26

²⁶ Annexe 3 Rapport IGAS 2024

²⁷ Les héritiers bien préparés (34,4%), les héritier(e)s sans vocation (22,1%), les classes populaires rurales (16,2%), les reconvertis des classes moyennes (19,5%) et les reconvertis et contre-mobiles des classes supérieures urbaines (7,6%).

²⁸ Qui s'installe en agriculture aujourd'hui ? Centre d'études et de prospective Analyse N°215 - Juin 2025

3.4. Genre, précarité et « petites mobilités »

Les recherches récentes insistent sur les différences de genre dans les trajectoires d'insertion. Amsellem-Mainguy (2021) montre que les jeunes femmes rurales se trouvent prises dans une double contrainte : partir pour réussir, mais au prix d'un arrachement aux solidarités locales ; ou rester, au risque de l'enfermement social et professionnel.

Beaucoup d'entre elles occupent des emplois de service à la personne, à temps partiel, souvent éloignés du domicile, avec une forte dépendance à la mobilité automobile (INJEP, 2024).

Ces formes de « petites mobilités » – trajets pendulaires, emplois discontinus, alternance entre formation et travail – deviennent la norme pour une grande partie des jeunes femmes rurales. Elles traduisent une insertion « par fragments », où la stabilité est sans cesse repoussée.

Cette situation correspond au diagnostic général de François Dubet (2006) sur « l'individualisation des parcours » : chacun doit inventer sa propre cohérence biographique dans un contexte d'incertitude et de fragmentation des institutions sociales.

3.5. Les politiques publiques : entre accompagnement et invisibilité

L'approche des politiques publiques révèle la faible visibilité institutionnelle des jeunes ruraux. En effet, les politiques de jeunesse ont historiquement privilégié les contextes urbains, perçus comme plus dynamiques et plus problématiques.

Les dispositifs d'insertion – Garantie jeunes, missions locales, contrats aidés – peinent à s'adapter aux réalités rurales : faible densité, éloignement des services, manque de mobilité et d'offres d'emploi.

Ce que Coquard (2019) qualifie d'« invisibilisation territoriale » nourrit un sentiment d'abandon et de désaffiliation civique. La sociologie du lien social (Paugam, 2008 ; Castel, 2003) aide ici à comprendre comment l'absence de reconnaissance institutionnelle alimente une défiance envers les politiques publiques.

Pour autant, des initiatives locales existent : tiers-lieux, coopératives, programme LEADER²⁹ ou « Campus connectés » (INJEP, 2024), qui tentent de recréer des espaces d'insertion et de socialisation de proximité. De même, des collectifs se créent tel que le collectif Jeunesses en milieu rural 49³⁰. Ce dernier réunit des mouvements d'Éducation populaire, des associations locales ainsi que des services de l'État, afin de soutenir et valoriser les jeunes vivant dans les territoires ruraux du Maine-et-Loire. Leurs actions consistent à informer, outiller, valoriser et mettre en réseau les différents acteurs (élu(e)s des communes ligériennes, animateur(ice)s, coordinateur(ice)s d'associations et professionnels.

L'appel à projets « Jeunes en milieu rural » (Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse, 2019-2024), évalué par l'INJEP 2024, illustre parfaitement cette ambivalence en testant dix expérimentations innovantes³¹. Ces projets déploient un accompagnement « proximal » : campus ruraux, tiers-lieux, coopératives jeunesse ou véhicules itinérants favorisent la sortie de l'isolement, une meilleure connaissance des ressources locales et des compétences en ingénierie de projet, particulièrement pour les jeunes précaires ou aux profils modestes. Ils rompent avec les approches classiques (missions locales surchargées) en misant sur des relations informelles et des « guichets uniques » personnalisés, générant des effets en insertion sociale et parfois professionnelle pour les mieux outillés. Ainsi, « En route vers la

²⁹ Le programme LEADER constitue un levier important du développement rural en finançant des stratégies locales portées par des groupes d'action locale associant élu(e)s, associations et acteurs économiques. Il permet de soutenir des projets variés – services de proximité, lieux culturels, tourisme, tiers-lieux, mobilité – souvent innovants et fortement ancrés dans les territoires. Lorsqu'il s'appuie sur une ingénierie locale solide, il favorise la participation des acteurs et peut contribuer indirectement à améliorer les conditions de vie et de socialisation des jeunes ruraux. Cependant, la complexité des procédures, les exigences de cofinancement et les délais de traitement tendent à exclure les porteurs de projets les moins dotés en ressources administratives, en particulier les petites associations. Dès lors, l'accès des jeunes rurales aux opportunités offertes par LEADER dépend fortement de la capacité des territoires à se doter de structures d'accompagnement et de médiation, ce qui crée de fortes inégalités entre espaces ruraux.

³⁰ <https://jeunesses-rurales49.org/>

³¹ INJEP 2024, Agir auprès de la jeunesse en milieu rural Enseignements de l'appel à projets « Jeunes en milieu rural » (2019-2024) du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse

santé » ou « Lieu mobile » améliorent la sensibilisation aux droits (santé, logement), via des démarches d'« aller-vers » adaptées à l'éloignement géographique³².

Pourtant, cette dynamique d'accompagnement bute sur une invisibilité persistante : politiques locales de jeunesse peu structurées, place insuffisante à la parole des jeunes, mobilisation inégale des élus et manque de formation des professionnels limitent les effets d'entraînement et la généralisation.

À côté des travaux académiques, des acteur(rices) issu(e)s du monde associatif jouent un rôle central dans la mise en visibilité des jeunes rurales. Dans cette perspective, les travaux de Salomé Berlioux participent à la mise en visibilité publique de cette jeunesse rurale, en particulier sur le terrain de l'égalité des chances et de l'orientation. Fondatrice de l'association Rura (ex Chemins d'Avenirs)³³, Berlioux³⁴, au travers de ses différents ouvrages, propose un diagnostic des inégalités territoriales affectant les trajectoires des jeunes hors des grands centres urbains, en insistant notamment sur les effets de l'éloignement géographique, du déficit d'offres institutionnelles, des mécanismes d'autocensure sociale et des inégalités de capital scolaire et social. Si ses analyses relèvent davantage de l'expertise associative et de l'essai engagé que d'une démarche sociologique au sens strict, elles contribuent néanmoins à faire exister les jeunes rurales comme cause légitime dans l'espace public et à les inscrire à l'agenda des politiques d'égalité des chances.

Au niveau national, le groupe JTR³⁷ (Jeunes des territoires ruraux), créé en 2019, constitue un espace de coopération interinstitutionnelle et interterritoriale dédié à la production et au partage de connaissances sur la jeunesse rurale. Il réunit des services publics (Jeunesse et Sports), des chercheurs de l'Université Toulouse Jean-Jaurès, ainsi que des associations et acteurs locaux. Cette organisation fonctionne selon une logique de réseau, où la mise en relation d'institutions et du monde de la recherche vise à combler le manque de visibilité des jeunes ruraux dans les politiques publiques³⁸. Parmi ses réalisations, le collectif a organisé quatre webinaires et deux journées d'étude abordant des thématiques telles que la quête de reconnaissance des jeunes ruraux, la place des filles, les interactions avec les institutions, l'habiter, la participation, ou encore l'entreprendre en milieu rural. Ce travail a notamment permis, en juin 2024, la tenue des premières Assises nationales des jeunes des territoires ruraux.

³² Op. cit., p 19 (note de bas de page 27)

³³ <https://rura.fr/>

³⁴ Les Invisibles de la République (2019) ; Nos campagnes suspendues (2020) ; Celle qui part (2025)

³⁷ <https://ajtrfoix2024.sciencesconf.org/> Création à l'initiative des services Jeunesse et Sports de trois départements ruraux – Dordogne, Lot et Ariège – en partenariat avec l'Université Toulouse Jean-Jaurès (LISST-Dynamiques Rurales), le Conseil économique, social et environnemental (auteur du rapport « Place des jeunes dans les territoires ruraux » en 2017) et d'autres acteurs travaillant sur les problématiques liées à la jeunesse rurale. En partenariat avec quatre autres services départementaux (Tarn, Gers, Haute-Garonne, Aveyron), deux équipes de recherche de l'Université Toulouse Jean-Jaurès (GRIP Figeac et EFTS, LISST-CAS), l'IUT de Figeac et plusieurs acteurs associatifs (Université Rurale Quercy Rouergue, Francas, Ligue de l'Enseignement...),

³⁸ <https://www.territoireseducatifs09.org/ressources/rapport-de-synthese-des-assises-jeunes-des-territoires-ruraux/>

4. SOCIABILITES, IDENTITES ET REPRESENTATIONS DES JEUNES RURAUX

4.1. Des sociabilités denses et localisées

Les espaces ruraux sont souvent décrits comme des espaces de forte sociabilité, où les liens interpersonnels s'appuient sur la proximité, la connaissance mutuelle et la réciprocité (Renahy, 2005).

Pour les jeunes, ces réseaux constituent à la fois une ressource — soutien matériel, entraide, solidarité — et une contrainte, car ils imposent des normes de visibilité, de réputation et de conformité sociale (Bosc, 2008 ; Coquard, 2019). Les sociabilités rurales juvéniles s'organisent autour de lieux et de pratiques spécifiques : cafés, clubs de sport, fêtes locales, associations, voire garages, parkings ou lavoirs, qui deviennent des espaces de reconnaissance et de distinction.

Ces lieux constituent des « territoires de jeunesse » (Galland, 2011) où se construisent les identités locales, souvent en opposition symbolique à la culture urbaine.

Benoît Coquard (2019), dans « Ceux qui restent », décrit des groupes de jeunes hommes dont la vie sociale se concentre autour de la voiture, des bars et des soirées : une sociabilité « entre pairs », marquée par la loyauté, l'humour et le partage de codes locaux.

Ces micro-collectifs entretiennent un fort sentiment d'appartenance et un ancrage communautaire, mais peuvent aussi limiter les aspirations individuelles — en particulier pour celles et ceux qui souhaitent « partir » ou s'écarter des normes locales.

Les travaux de Yaëlle Amsellem-Mainguy (2021) complètent ce tableau en montrant, du point de vue des jeunes femmes, combien le regard social pèse dans les petites communes : « tout se sait, tout se voit, tout se commente ».

Les filles qui s'écartent des attentes locales — par leur style, leur orientation sexuelle, leurs ambitions scolaires — s'exposent à des jugements ou à des formes d'exclusion symbolique. Le regard social devient une instance de régulation des comportements et de contrôle moral, particulièrement dans les milieux ruraux où les frontières entre sphères privée et publique sont poreuses.

Ce contrôle social contribue à façonner des identités « défensives » : une partie de la jeunesse rurale affiche un attachement fort à la ruralité, construite comme contre-identité à une culture urbaine perçue comme snob ou déconnectée du réel. À l'inverse, d'autres intériorisent un sentiment de disqualification culturelle et se vivent comme « en retard » ou « hors du monde » (Renahy, 2010).

Ces identités contrastées renvoient à ce que Gérard Mauger appelle des « formes d'appartenance populaires différenciées » : entre résistance à la domination symbolique et intériorisation de la hiérarchie sociale.

4.2. Les sociabilités juvéniles à l'épreuve du genre

Le genre structure profondément les sociabilités rurales. Les jeunes hommes tendent à occuper l'espace public local — bars, stades, routes — tandis que les jeunes femmes développent des formes de sociabilité plus discrètes, souvent numériques ou domestiques (Amsellem-Mainguy, 2021).

Dans son enquête sur les jeunes femmes en milieu rural, Amsellem-Mainguy montre que le « temps libre » s'apparente souvent, pour les jeunes femmes, à un temps passé dans la sphère domestique, mobilisant des activités numériques (regarder des séries, naviguer sur Internet, échanger en ligne). Cette forme de loisirs, centrée sur le foyer, traduit à la fois l'accessibilité des pratiques culturelles digitales (avec la baisse du coût des équipements informatiques, de la connexion internet, de l'abonnement) et le fait que l'espace domestique demeure un lieu privilégié de détente pour beaucoup. Cependant, cette notion de temps libre apparaît très relative, notamment pour les jeunes mères ou les femmes vivant en couple. Pour elles, les moments supposés consacrés aux loisirs sont fréquemment absorbés par des tâches domestiques : rangement, décoration, ménage, cuisine. Ce glissement du temps de loisirs vers la gestion du foyer révèle la persistance d'une inégale répartition du travail domestique et l'intégration des normes de « bonne tenue du foyer ». Ainsi, le « temps libre » devient un espace paradoxal où se mêlent pratiques de détente et maintien des rôles de genre, montrant que l'accès au loisir demeure socialement et « genrément » conditionné.

Les normes de genre s'expriment également à travers la sexualisation du regard, le contrôle de la réputation et la division sexuée des loisirs. Pour les jeunes femmes, « sortir du coin » devient à la fois une stratégie d'émancipation et un risque symbolique : celui de rompre avec le collectif, de « faire la fille des villes » (Amsellem-Mainguy, 2021).

Certaines adoptent des tactiques de contournement — par exemple en participant à des groupes associatifs, des actions culturelles ou des engagements politiques — qui leur permettent de reconfigurer leur place sociale sans rompre brutalement avec le milieu d'origine.

4.3. Les effets du numérique : entre ouverture et renforcement des frontières

L'essor du numérique et des réseaux sociaux a transformé les formes de sociabilité des jeunes ruraux. Les outils numériques permettent d'élargir les horizons culturels et relationnels, en facilitant l'accès à d'autres mondes sociaux. Cependant, cette ouverture est sélective : l'usage d'Internet dépend du capital économique, culturel et spatial. Les jeunes les plus dotés s'en servent pour maintenir des sociabilités pluri-locales, tandis que d'autres y reproduisent les logiques d'entre-soi local.

L'analyse d'Amsellem-Mainguy, (2021) montre également que la démocratisation de l'accès aux équipements numériques et à Internet a fortement réduit les inégalités d'accès entre les classes sociales, même si les usages restent socialement différenciés, les jeunes les plus dotés en capitaux ayant des pratiques plus diversifiées. Parmi les jeunes femmes des milieux populaires, rares sont celles qui n'ont pas de connexion à domicile. Leurs pratiques numériques sont marquées par le multitâche et la sociabilité en ligne : écoute de musique sur YouTube, visionnage de télé-réalité ou de séries en streaming, échanges sur WhatsApp et consommation de tutoriels, notamment autour d'activités féminisées (maquillage, mode, cuisine, décoration).

Le temps libre est peu consacré à des activités artistiques, davantage pratiquées par les jeunes femmes socialement ou scolairement favorisées. Toutefois, certaines jeunes femmes des milieux modestes investissent des loisirs liés au bricolage ou à la création d'objets, parfois transformés en activités générant des revenus complémentaires, ce qui interroge la frontière entre loisir et contrainte économique.

Ces pratiques s'inscrivent majoritairement dans un univers domestique, centré sur le foyer et la famille, et répondent à un besoin de repos face à des contraintes quotidiennes importantes (études, maternité, travail pénible, responsabilités familiales). Les loisirs participent aussi à la construction de modes de vie et de réseaux de sociabilité fondés sur un entre-soi social et sexué.

Cette ambivalence rejoint les analyses de Dominique Pasquier (2018), pour qui les pratiques numériques des classes populaires oscillent entre appropriation et dépendance, entre désir d'ouverture et reproduction de la familiarité (la reproduction sociale avec la notion d'habitus selon Bourdieu, l'entre-soi, la transmission intergénérationnelle).

4.4. Engagements et rapports au politique

Les jeunes vivant en milieu rural entretiennent une relation ambivalente à la politique et à la citoyenneté, tout en étant fortement investis dans des formes d'engagement local, telles que les associations sportives, les comités des fêtes, le volontariat chez les pompiers ou encore les initiatives écologiques. Cet engagement « proche » exprime une conception du politique comme action concrète plutôt que comme débat idéologique (Renahy & Lagrave, 2019).

Plusieurs freins peuvent être mis en évidence³⁹. Ils relèvent à la fois d'une faible reconnaissance des jeunes et d'un manque de crédibilité qui leur est accordée dans l'action publique, ce qui conduit à leur invisibilisation. Ces difficultés résultent de plusieurs facteurs : des problèmes de mobilité propres aux espaces ruraux, l'éloignement des lieux de décision, un partage de compétence encore trop faible, etc. D'autres problématiques sont également soulevées telles que l'absence de réelle volonté de prendre en compte la parole et la vie des jeunes, une méfiance réciproque entre instances de décision et jeunesse et des représentations erronées qui ne facilitent pas le dialogue.

³⁹ Rapport de synthèse « Assises nationales Jeunes des territoires ruraux », octobre 2025

« Cette situation engendre un manque de langage commun, un dialogue trop institutionnel qui finit par décourager les jeunes les plus motivés » (Assises nationales Jeunes des territoires ruraux, 2024). Pour Olivier Schwartz (1998) et François Dubet (2006), les formes d'engagement des jeunes traduisent un rapport au monde social marqué par la recherche de reconnaissance et de dignité, dans un contexte où les institutions nationales sont perçues comme distantes.

ELEMENTS CONCLUSIFS

Les études de la jeunesse rurale mettent en lumière une réalité à la fois plurielle et contrastée. Loin de l'image homogène d'une « jeunesse du village », les travaux sociologiques récents soulignent la diversité des parcours, des expériences et des rapports au territoire des jeunes vivant dans les espaces ruraux. Ces recherches invitent à dépasser les approches misérabilistes ou nostalgiques de la ruralité, pour appréhender ces territoires comme des espaces de vie complexes, traversés par des dynamiques de mobilité, de distinction et d'appartenance.

D'un point de vue socio-économique, les analyses des chercheur(euse)s cité(e)s dans cet état de l'art montrent que les jeunes ruraux sont confrontés à des inégalités d'accès aux ressources scolaires, professionnelles et culturelles, souvent accentuées par la distance aux centres urbains et la faiblesse de l'offre locale. Cette « pénalité territoriale » se conjugue à des inégalités sociales et de genre, produisant des trajectoires différenciées : certains jeunes s'ancrent localement, d'autres cherchent à « partir » pour accéder à des opportunités, quand d'autres encore naviguent entre attachement et mobilité.

Sur le plan symbolique et identitaire, les travaux de Coquard (2019) et d'Amsellem-Mainguy (2021) révèlent des formes de sociabilité dense, mais localement contrainte, où le contrôle social, le regard des autres et les attentes communautaires pèsent fortement sur les trajectoires individuelles.

Les jeunes ruraux développent ainsi des identités ambivalentes, oscillant entre fierté d'appartenance et sentiment de relégation — un « être du coin » constituant à la fois un refuge et une frontière.

Ces dynamiques rejoignent les analyses plus anciennes de Gérard Mauger (1991) et Olivier Schwartz (1998) sur les classes populaires : les jeunes ruraux, souvent issus de milieux modestes, cherchent à trouver reconnaissance et dignité dans un monde social où les hiérarchies symboliques les relèguent à la marge.

Les mutations contemporaines — déprise agricole, reconfiguration des services publics, diffusion du numérique, valorisation écologique des campagnes — recomposent aujourd'hui les conditions de vie et les imaginaires de la jeunesse rurale.

Si les inégalités persistent, de nouvelles formes d'engagement émergent, portées par des jeunes investis dans les associations, la transition écologique ou la vie locale (Renahy et Lagrave, 2019 ; Michel, 2023). Ces initiatives participent à la redéfinition du rural comme espace d'expérimentation sociale et citoyenne, et non plus seulement comme marge ou reliquat du monde urbain.

En définitive, la jeunesse rurale apparaît comme un analyseur privilégié des recompositions sociales et territoriales contemporaines. Son analyse met en lumière la tension entre mobilité et enracinement, entre aspirations individuelles et contraintes collectives, entre valorisation et dévalorisation symboliques.

Sur le plan des politiques publiques, ces constats invitent à repenser les dispositifs d'accompagnement en tenant compte de la spécificité des contextes ruraux : transport, formation, logement, culture, accès aux droits. Ils suggèrent aussi de reconnaître la capacité d'agir de ces jeunes ! (Entrepreneuriat local, engagement associatif, valorisation des ressources territoriales).

L'état de l'art souligne l'importance d'une approche intersectionnelle et territorialisée de la jeunesse, attentive aux effets conjoints du genre, de la classe, du territoire et du capital culturel (Bourdieu, 1979).

ANNEXE 1 : RURALITE / RURALITES : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Une visibilité statistique

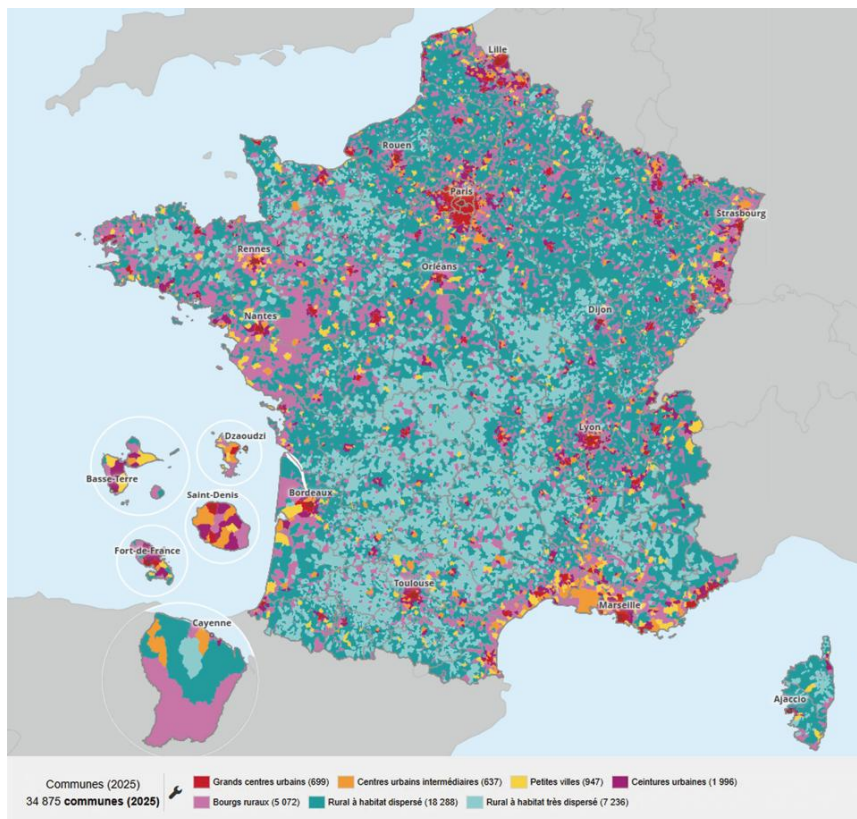
La définition statistique classe dans le rural ce qui n'est pas urbain, une réalité plus facilement observable. De fait, cerner les contours statistiques de la population rurale impose tout d'abord de se questionner sur les contours géographiques que cette catégorie recouvre.

Jusqu'en 2020, l'Insee la définissait par opposition à l'urbain, en considérant comme rurales les communes hors unités urbaines (moins de 2 000 habitants et habitat peu dense).

Cette approche en creux de la ruralité a été remplacée en 2020 par une définition du rural fondée sur la densité de population, distinguant les communes peu ou très peu denses, et enrichie d'une approche fonctionnelle tenant compte de leur lien aux pôles d'emploi⁴⁰.

En 2023, la grille de densité⁴¹ a été affinée, distinguant désormais sept niveaux (Cf. figure ci-dessous), dont trois relèvent des zones rurales :

- Bourgs ruraux (15% de la population française, 47% de la population rurale),
- Rural à habitat dispersé (15% de la population française, 46% de la population rurale),
- Rural à habitat très dispersé (2,5% de la population française, 8% de la population rurale)⁴².



Les ruralités rassemblent ainsi 21,5 millions d'habitants soit près d'un tiers de la population française répartis dans 30 772 communes.

⁴⁰ Cristina D'Alessandro, David Levy, Théodore Regnier, « Une nouvelle définition du rural pour mieux rendre compte des réalités des territoires et de leurs transformations », Insee Références, 2020.

⁴¹ Définition : Le degré d'urbanisation est défini selon deux critères : densité des habitants par km² et nombre d'habitants. Le milieu rural regroupe alors les communes peu ou très peu denses (unités urbaines de moins de 3000 habitants).

Champ : France hors Mayotte.

Source : INSEE, Recensement de la population, calculs INJEP-MEDES.

⁴² Simon Beck, Marie-Pierre De Bellefon, Jocelyn Forest, Mathilde Gerardin, David Levy, La grille communale de densité à 7 niveaux,

Une visibilité géographique et sociologique

La ruralité gagne en profondeur lorsqu'elle articule les approches géographique et sociologique, chacune éclairant une facette complémentaire d'un même phénomène complexe.

La géographie appréhende la ruralité à travers ses dimensions spatiales et territoriales : elle met en évidence la diversité morphologique des campagnes, leurs recompositions fonctionnelles et leur insertion dans des systèmes urbains élargis.

La sociologie, quant à elle, en souligne la dimension sociale et culturelle : la ruralité y est perçue comme un ensemble de pratiques, de valeurs et de représentations, qui traduisent la transformation du lien social et la redéfinition des modes d'habiter et de vivre ensemble.

En croisant ces deux perspectives, la ruralité apparaît non pas comme une entité figée ou résiduelle, mais comme un processus dynamique, à la fois spatialement situé et socialement construit. Elle se révèle être une catégorie hybride, à la fois espace et expérience, territoire et mode de vie, où se rejouent les grandes tensions contemporaines entre ancrage et mobilité, proximité et ouverture, héritage et innovation. Ainsi, la convergence entre géographes et sociologues invite à penser la ruralité non plus en opposition à la ville, mais comme un élément constitutif de la modernité territoriale, un laboratoire social hybride où s'expérimentent de nouvelles formes de coexistence (résidents permanents, néo-ruraux, agriculteurs et navetteurs), d'habiter et de développement.

BIBLIOGRAPHIE

- AMSELLEM-MAINGUY, Y., 2018. Les politiques de jeunesse et les territoires ruraux. Paris : INJEP.
- AMSELLEM-MAINGUY, Y., 2021. Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural. Paris : La Découverte.
- BEAUD, S. et PIALOUX, M., 1999. Retour sur la condition ouvrière. Paris : Fayard.
- BEAUD, S., 2002. 80 % au bac... et après ? Paris : La Découverte.
- BOSC, C., 2008. Les jeunes ruraux : entre attachement et désenchantement. *Agora Débats/Jeunesses*, 49, 33-45.
- BOURDIEU, P. et PASSERON, J.-C., 1964. Les héritiers. Paris : Minuit.
- BOURDIEU, P., 1979. La distinction. Paris : Minuit.
- BOURDIEU, P., 1993. La misère du monde. Paris : Seuil.
- CAULLY L., HUYGHE M., OPPENCHAIM N., 2022. Trajectoires mobilitaires et résidentielles des habitants du périurbain et du rural : des socialisations tout au long de la vie. *Espaces et sociétés* 2022/1 n° 184-185, pp 17-32.
- CASTEL, R., 2003. L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ? Paris : Seuil.
- COQUARD, B., 2019. Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin. Paris : La Découverte.
- COUTANT, I., 2012. Jeunes des campagnes : la double injonction à la mobilité. *Revue Française de Sociologie*, 53(2), pp. 245-272.
- DEMAZIÈRE, D. et SCHNAPPER, D., 1997. Le chômage : comment peut-on être chômeur ? Paris : Fayard.
- DEVAUX J., 2013. Mobilités du quotidien, manières d'habiter et socialisation d'adolescents d'un village rural francilien - Thèse
- DUBET, F., 1994. Sociologie de l'expérience. Paris : Seuil.
- DUBET, F., 2006. Injustices. L'expérience des inégalités au travail. Paris : Seuil.
- GALLAND, O., 1991. Sociologie de la jeunesse. Paris : Armand Colin.
- GIRAUD C., REMY J. Que deviennent les enfants d'agriculteurs ? Représentations et transformations sociales des mondes ruraux et périurbains, Sénat. Paris, FRA., Dec 2012, Paris, France. pp.95-102. hal-01001615
- HERVIEU, B. et VIARD, J., 2001. Au bonheur des campagnes. Paris : Éditions de l'Aube.
- IGAS, 2024. Pauvreté et conditions de vie des jeunes dans le monde rural. Paris : IGAS.
- INJEP, 2024. Chiffres clés de la jeunesse 2024. Paris : INJEP.
- INSEE, 2024. Jeunes et territoires ruraux : données et tendances. Paris : INSEE.
- INSEE, 2025. La moitié des jeunes des communes rurales ont quitté le foyer parental avant 19 ans, *Insee Focus*, n° 358.
- INSTITUT TERRAM ET CHEMIN D'AVENIR, Jeunesse et mobilité : la fracture sociale, mars 2024
- KAUFMANN, V., 2014. Mobilité et motilité. Lausanne: EPFL Press.
- LAHIRE, B., 1995. Tableaux de familles. Paris : Gallimard/Seuil.
- LAMBERT, Y., 1991. Peut-on encore parler de jeunes ruraux ? *Économie rurale*, n°202-203, pp. 76-80.
- LEMÊTRE, C. et ORANGE, S., 2016. Jeunesses rurales – jeunes ordinaires. *Jeunesses rurales*, 206(3), pp. 9-13.
- MICHEL, C., 2023. Jeunes ruraux et transitions écologiques. *Sociologie du travail*, 65(3), pp. 101–125.
- PASQUIER, D. 2018. L'internet des familles modestes. Paris : Seuil.
- PERRIER-CORNET, P., 2011. La nouvelle question rurale. Paris : La Documentation Française.
- PINEL, L., 2020, Etudes, emploi, ressources : les jeunes ruraux sont-ils différents des jeunes urbains ?, *Etudes et résultats DREES*, n°1 155
- RENAHY, N. et LAGRAVE, R., 2019. Engagements locaux et recompositions des campagnes. *Terrains & Travaux*, 35(2), pp. 77-96.
- RENAHY, N., 2005. Les gars du coin. Paris : La Découverte.
- RENAHY, N., 2010. Classes populaires et territoire. *Revue Française de Sociologie*, 51(1), pp. 91-122.
- RESERVÉ, C., 2025. La vie de cassos, Jeunes ruraux en survie. Bordeaux : Éditions Le Bord de l'eau.
- RETIÈRE, J.-N. (2003). « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143.
- SCHWARTZ, O., 1998. La notion de classes populaires. *Sociétés contemporaines*, 29, pp. 5-21.
- STROMBINO et ARINO, 2024, Agir auprès de la jeunesse en milieu rural, INJEP Notes & Rapports n°2024/16

agence d'urbanisme de la région angevine

Alexandra LE PROVOST – Directrice générale

Contact études, pôle société et modes de vie

Stéphanie HERVIEU, chargée d'études

Nathalie MONTOT, responsable du pôle

Janvier 2026

aura

agence d'urbanisme
de la région angevine

29, rue Thiers
49100 Angers

Tel. +33 (0)2 41 18 23 80
Fax +33 (0)2 41 18 23 90
aura@aurangevine.org

www.aurangevine.org
[linkedin.com/company/aura-angers49](https://www.linkedin.com/company/aura-angers49)
vimeo.com/aura49

